

le travail

Edition spéciale — Congrès juillet

Malgré l'augmentation des cotisations, malgré la campagne de souscription de l'automne dernier, il manque encore de l'argent pour secourir les grévistes. Que faire alors, sinon se réunir de nouveau en congrès spécial pour que tout le mouvement prenne davantage conscience des raisons qui poussent les travailleurs à faire la grève en plus grand nombre que toutes les prévisions? Personne dans la CSN ne voudrait dire aux mineurs de Thetford d'arrêter leur grève et de continuer à mourir d'amiantose. Personne ne voudrait dire aux employés des Prévoyants d'arrêter leur grève même s'ils ne gagnent pas \$100 par semaine. Personne ne voudrait dire à tous ceux qui luttent de rentrer au travail avec les mains liées. Que faire alors, sinon renflouer de nouveau le fonds de grève? Chaque membre pourrait-il donner une heure de travail par mois pour permettre aux grévistes de continuer les combats qui font avancer tous les travailleurs? Une heure dans le mois que les capitalistes n'auraient pas.



L'agression capitaliste est permanente

Parce que les enfants ne travaillent plus dans les mines, on voudrait nous faire croire que les "abus du capitalisme" sont disparus. En réalité, les abus ont tout simplement changé de forme. Par exemple, les journées de 10 ou 12 heures sont disparues, mais on est obligé de faire du temps supplémentaire ou d'avoir un à-côté pour joindre les deux bouts.

Sans compter le temps de plus en plus long qu'on passe à voyager, à mesure que les villes deviennent plus grandes et embouteillées, parce qu'elles se développent en fonction des besoins du capitalisme plutôt qu'en fonction des travailleurs.

Si les abus étaient disparus, c'est le capitalisme lui-même qui n'existerait plus, car il n'est fait que d'abus. C'est un régime de production basé sur l'exploitation permanente des travailleurs, afin de réaliser le profit

maximum. Pour cela, on paye les salaires les plus bas possible, on augmente la vitesse des machines sans égard aux risques d'accidents, on tue les employés à petit feu par les maladies industrielles, on discarde ceux qui ne peuvent plus donner un rendement surhumain, on ferme des entreprises ici pour en ouvrir d'autres ailleurs où le rendement du capital sera plus élevé.

Puis quand la journée est finie, on exploite encore les travailleurs par les prix, par le coût du loyer, par l'endettement. A l'échelle continentale aujourd'hui, tout se passe dans un cercle fermé d'exploitation, exactement comme dans les anciennes "villes de compagnies" où les employés étaient payés en jetons avec lesquels ils ne pouvaient rien acheter sauf dans les magasins appartenant aux compagnies.

GREAT LAKES



Great Lakes

200 travailleurs. Fédération de la métallurgie. Berthier. En grève du 18 août au 12 avril 74. Du 15 au 26 août 74 (251 jours). Reçu du fonds de grève: \$231,430.

Une grève pour la santé et les conditions de travail.

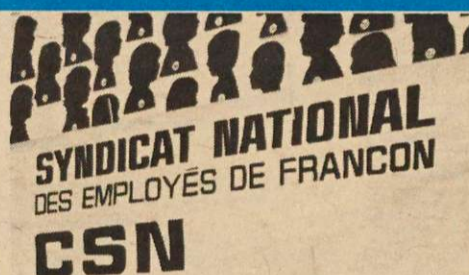
LES CHAMPIGNONS DE WATERLOO



Les champignons

285 travailleurs. Fédération du commerce. Waterloo. En grève du 28 mai au 19 septembre 73 (113 jours). Reçu du fonds de grève: \$78,911.

A \$2.12 l'heure en moyenne, leur grève leur a permis de passer à \$3.27 l'heure.



Francon

850 travailleurs. Fédération du bâtiment et bois. Montréal. En grève du 29 août au 1 novembre 74 (65 jours). Reçu du fonds de grève: \$284,040.

Première convention. Cette grève a permis aux travailleurs d'aller chercher des augmentations globales de \$4,057.362.



Pavillon St-Dominique

30 travailleurs. Fédération des affaires sociales. Québec. En grève depuis le 19 mars 71 (1085 jours). Reçu du fonds de grève: \$142,205.

Une lutte fondamentale pour la reconnaissance syndicale. Quand la grève a été déclenchée, les salaires étaient de \$60.

Pourquoi un deuxième congrès spécial ?

Au Congrès spécial de novembre, on avait établi une moyenne d'environ 2,386 grévistes par semaine. Il y en a présentement près de 6,000. De plus en plus de travailleurs sont forcés de se battre.

Le Congrès spécial décidera des moyens à prendre pour organiser la riposte à l'agression de l'Etat et des patrons. Cette riposte est déjà amorcée. Les 6,000 grévistes en témoignent. Mais il faut la généraliser. Il faut que chaque travailleur prenne conscience de la violence des attaques. **C'est pour ça le congrès spécial!**

Malgré le succès de la souscription volontaire et même si le fonds de défense n'est pas une assurance-grève, il sera bientôt à sec. Parce que c'est un fonds de secours et parce que c'est un fonds de solidarité de tout le mouvement syndical CSN, la décision de le renflouer revient à tous les membres du mouvement. **C'est pour ça le congrès spécial!**

L'agression généralisée de l'Etat et du patronat survient à la veille des négociations du secteur public et para-public. Les patrons veulent casser le syndicalisme. Présentement, ils font traîner les batailles du secteur privé.

Leur tactique est claire: épuiser les énergies militantes et créer des divisions à l'intérieur du mouvement syndical afin que les travailleurs n'offrent pas de résistance lors des négociations du Front Commun.

Il nous faut donc agir rapidement. **C'est pour ça le Congrès spécial les 11, 12 et 13 juillet.**

Parce que la solidarité exige que chaque membre se sente responsable de tous les autres, parce que la CSN est une tribune publique, on va tous s'amener au congrès pour se prononcer sur la façon de renflouer le fonds de défense. Le conseil confédéral propose qu'une heure de travail par membre par mois soit donnée aux grévistes. C'est à nous tous de décider.

L'agression devient plus dure en temps de crise

Avant, on nous disait que l'inflation et le chômage ne pouvaient exister en même temps. On expliquait que pour combattre l'inflation il fallait créer un peu de chômage, et que pour combattre le chômage il fallait créer un peu d'inflation. Or depuis à peu près trois ans, l'inflation élevée et le chômage élevé existent en même temps. C'est une manifestation de la crise que traverse le capitalisme, parce qu'il a de plus en plus de difficulté à exporter ses "abus" dans les pays du Tiers Monde, de sorte qu'il en fait supporter une plus grande partie par les travailleurs des pays industrialisés.

Le chômage, ce n'est rien d'autre qu'une réserve de main-d'oeuvre qui permet de mettre les travailleurs en concurrence les uns par rapport aux autres, afin de payer des salaires plus bas. L'inflation, ce n'est rien d'autre qu'une stratégie destinée à réduire la part du revenu national que les travailleurs ont

gagnée par leurs luttes. La combinaison du chômage et de l'inflation met donc sur les travailleurs un poids plus grand, qui permet au capitalisme de continuer son développement anarchique sans égard aux besoins du monde.

Cela permet aux entreprises d'exiger un rendement encore plus grand des travailleurs. Mais comme si cela n'était pas suffisant, voici que le capitalisme demande à ses gouvernements de mettre un frein aux luttes syndicales. Ici, cela se manifeste de deux façons:

1- Par le programme de "restrictions volontaires" que le gouvernement fédéral veut imposer aux négociations collectives;

2- Par les amendements au code du travail que le gouvernement québécois veut faire adopter pour priver le syndicalisme de combat de ses moyens.



Québec Poultry

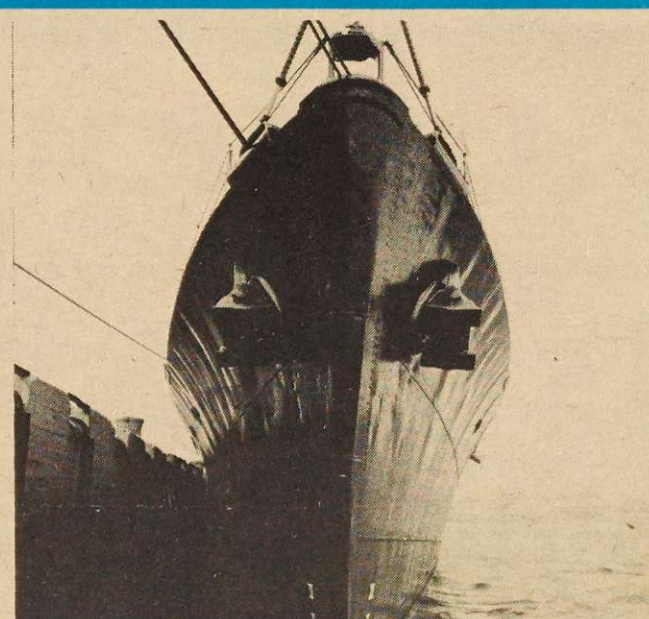
1,200 travailleurs. Fédération du Commerce. Berthier, Québec, Ste-Rosalie, St-Jean Baptiste. En grève depuis le 17 mars et le 3 avril 75. Reçu du fonds de grève: \$119,850. Lock out à l'usine de Québec suivi d'une grève des trois autres usines où les employés refusaient de faire le travail de leurs camarades. Scabs. Manigances de la CSD avec la compagnie.



Ferrailleurs

400 travailleurs. Fédération du bâtiment et bois. Montréal. En grève du 25 novembre au 17 janvier 75 (52 jours). Reçu du fonds de grève: \$41,310.

La grève des ferrailleurs a permis à tous les travailleurs de la construction du Québec de voir leurs salaires augmentés de 85 cents l'heure pour compenser l'augmentation du coût de la vie.



Chantiers maritimes

2,300 travailleurs à Lauzon, en grève du 1er mai au 25 juin 73 (56 jours). 2,034 travailleurs à Sorel, en grève du 17 mai au 12 juillet 73 (56 jours). Fédération de la métallurgie. Reçu du fonds de grève: \$851,540.

Deux grèves pour l'amélioration des salaires et la sécurité d'emploi.

Pour répondre à l'agression

Pourquoi les 2,500 mineurs de l'amiante sont-ils en grève aujourd'hui?

C'est pas pour le fun!

C'est parce qu'ils ont les poumons pleins de poussière d'amiante et qu'ils sont écoeurés de mourir pour ça.

Pourquoi les 225 employés de la compagnie d'assurances Les Prévoyans sont-ils en grève aujourd'hui?

C'est pas pour le fun!

C'est parce que quand ils ont déclenché la grève le 24 avril, 130 d'entre eux ne gagnaient pas \$100 par semaine.

Pourquoi les 1,200 employés de Québec Poultry sont-ils en grève aujourd'hui?

C'est pas pour le fun!

C'est parce que quand on doit faire la même opération 3,000 fois à l'heure sur des poulets, on finit par avoir son voyage.

Pourquoi les 350 travailleurs de l'Alcan à Terre-Neuve sont-ils en grève aujourd'hui?

C'est pas pour le fun!

C'est parce que la mine où ils travaillent, en plus de la fluorine, produit aussi un nombre scandaleux de veuves: l'espérance de vie des mineurs est de 44 ans.

Y a pas un homme, y a pas une femme parmi eux qui est aujourd'hui en grève pour le fun.

C'est la même chose pour tous ceux qui ont dû faire la grève depuis 15 mois. A la CSN on en compte 38,356 depuis le mois de mars 74.

Les chauffeurs d'autobus de Matane, de Joliette, du Saguenay, les employés de People's stores, de Zellers, de Woolworth, ceux de Sonoco, de Uniroyal, de l'hôpital Queen Elizabeth, de Gulf à Shawinigan, de Farr, de Weldings Engineers, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, tout ce monde-là n'a pas fait la grève pour le fun!

Ni les employés de Keuffel & Esser, ni ceux de l'Imprimerie de Joliette, ni ceux de Hubbard Dryers, ni ceux de Penman's, ni ceux de CIL à MacMasterville n'ont fait la grève pour le fun!

Si tout ce monde a fait la grève, c'est parce que c'était le dernier moyen qu'il leur restait pour changer leur situation. Ce qu'ils ont gagné, c'est grâce à leurs sacrifices à eux, mais aussi grâce aux sacrifices des autres qui leur ont donné quelques moyens pour se battre. Parce que se battre tout seuls, c'est pas possible. Il faut pouvoir compter sur les autres.

L'agression du gouvernement fédéral

De 1970 à 1974, les profits des sociétés ont augmenté de 138 pour cent au Canada.

De 1970 à 1974, le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué à cause de l'inflation, surtout en 1973 et 1974.

Globalement, cela signifie qu'en trois ans, de 1971 à 1974, la part des salaires dans le revenu national a diminué de 74.3 à 70.6 pour cent, tandis que la part des profits a augmenté de 12.3 à 17.2 pour cent.

C'est pour geler cette nouvelle répartition du revenu national que le gouvernement fédéral veut imposer son programme de "restrictions volontaires". Il se met ainsi au service de l'agression capitaliste, pour déposséder les travailleurs.

RÉPARTITION DU REVENU NATIONAL AU CANADA	
EN 1971	En 1974
Salaires 74.3%	Salaires 70.6%
Profits 12.3%	Profits 17.2%

SOURCE: revue de la Banque du Canada.

L'agression du gouvernement québécois

Comme si le recul que l'inflation a fait subir aux travailleurs n'était pas suffisant, voici que le gouvernement québécois annonce une série d'amendements au code du travail dans le but de priver le syndicalisme de ses moyens de lutte. Il obéit en cela aux volontés exprimées par les capitalistes américains, telles qu'exprimées dans le rapport Fantus, qu'il a commandé à une firme de Chicago pendant le dernier front commun.

Ces amendements, qui seront sans doute adoptés à la vapeur cet été à la fin de la session, introduisent dans le code du travail une multiplicité de mesures restrictives qui donnent au gouvernement, aux scabs ou aux indicateurs de police, une foule de prises pour paralyser à volonté les syndicats trop combattifs au goût des entreprises. Le ministre Guy St-Pierre a même déclaré au congrès des relations industrielles que "le rôle actuel du gouvernement est de prendre la défense du patronat afin de contrebalancer les rapports de force d'un syndicalisme actuellement très fort".

Les amendements au code du travail auraient pour effet de paralyser les syndicats dans la bureaucratie, en exigeant une foule de renseignements parfaitement inutiles pour le ministère du travail, mais qui permettraient au ministre de la Justice de constituer des listes de répression. Et les syndicats qui refuseraient de fournir ces renseignements pourraient faire vider leur caisse à la veille d'une grève, car ils seraient passibles d'une amende de \$25 à \$100 par jour d'omission, plus une amende de \$10 à \$50 par jour pour le président.

Ces amendements permettraient en outre à n'importe quel scab ou indicateur de police de rendre une grève illégale, en contestant la façon dont le vote aurait été pris. Ces amendements permettraient enfin d'exclure de toute fonction syndicale des grévistes qui auraient par exemple, commis le "crime" de résister à la provocation policière sur les lignes de piquetage, ou le "crime" de désobéir à une injonction.

LE QUOTIDIEN POPULAIRE

METEO: Neige légère; max. 35°, min. 20°

Nicklaus extraordinaire à la Coupe du Monde - page 27
Les Argos en avance de 15 points - page 30
Larose et Tardif, le duo-miracle - page 31

Vol. 1, No 12 LUNDI, 15 NOVEMBRE 1971

Extérieur 15¢ Montréal 10¢

LA PRESSE: NOUVELLE TOURNURE DU CONFLIT

Le conflit résultant de la fermeture du journal La Presse décriée pour une période indéterminée par la mande à leurs divers groupes au cours des prochains jours la tenue d'une grève générale d'une heure. Quant aux syndicats FTQ, ils rejettent les propositions Cournoyer à moins de garanties plus précises.

La Presse

369 travailleurs. Fédération des communications. Montréal. En lock out du 27 octobre au 6 février 72 (102 jours). Reçu du fonds de grève: \$115,235.

Conflit très dur opposant l'empire de Power Corporation et les journalistes syndiqués sur la liberté de l'information.



Amiante

2,500 travailleurs, Fédération de la métallurgie. Thetford. En grève depuis le 18 mars. Reçu de fonds de grève: \$766,520., au rythme de \$100,000 par semaine.

Reprise de la lutte de '49 pour la santé. Important rattrapage à faire au niveau des salaires.



Hôpital de Hull

306 employées. Fédération des Affaires sociales. Hull. En grève du 23 janvier au 18 mars 75 (53 jours). Reçu du fonds de grève: \$34,690.

Tout le département du nursing, infirmières et employées, ont démissionné pour obtenir des horaires de travail plus satisfaisants et améliorer la qualité des soins dans l'Outaouais.

UNE HEURE PAR MOIS POUR CEUX QUI LUTTENT

Devant l'agression du gouvernement et du patronat, les travailleurs font de plus en plus de grèves. Il leur faut des moyens pour se battre. Le fonds de secours est un de ces moyens. Le Conseil Confédéral propose que le \$2.43 versé par chaque membre au fonds de défense soit remplacé par l'équivalent d'une heure de travail par membre par mois. Cette solution pour renflouer le fonds de défense est égalitaire puisque les bas salariés payeront moins que ceux qui sont économiquement plus forts. Mais tout le monde fournira le même effort. Bref, une formule pour venir en aide aux grévistes qui tient compte des ressources financières de chacun.

Les patrons ne font jamais de cadeaux et encore moins en temps de crise. Les travailleurs doivent donc se battre s'ils ne veulent pas se faire écraser. D'autant plus que nous sommes pognés avec un gouvernement qui ne marche que s'il est confronté aux crises.

L'heure de travail par membre par mois, c'est l'arme qui va nous permettre de faire face au pouvoir. C'est l'arme qui va permettre aux mineurs de l'amiante de continuer le combat pour sauver leur santé et leur vie. C'est l'arme qui va permettre aux gens de Québec-Poultry de continuer leur lutte pour des conditions de travail humaines (quinze fois plus d'accidents de travail que n'importe où ailleurs) Le fonds de défense, c'est l'expression de la solidarité de tout le mouvement. Lorsque des travailleurs sont mis à pied, l'Etat en prend charge. Lorsque des travailleurs décident de sortir en grève pour pouvoir gagner leur vie décemment, il n'y a que la solidarité des autres travailleurs pour les épauler.

En travaillant une heure par mois pour les grévistes, on travaille pour nous autres.

Les gars de la construction sont pris avec des problèmes particuliers qui rendent difficile l'application de l'heure de travail par mois. Ainsi, ils paient 1/2 de 1% pour que le décret soit appliqué. Le Conseil Confédéral a donc recommandé qu'une étude spéciale soit faite concernant toutes les difficultés d'application de l'heure de travail, les cotisations per capita de ce secteur, etc... Les résultats de cette étude seront dévoilés au Congrès.

Le 1er mars 74, il y avait à la CSN 20 syndicats et 1,793 membres en grève.
Le 24 novembre 74, il y avait 29 syndicats et 3,457 membres en grève.
Le 28 mai 75, il y avait 37 syndicats et 5,438 membres en grève.

C'est de plus en plus clair: on veut menotter le syndicalisme. Le pouvoir se donne les instruments pour nous encadrer, il oblige les affrontements. Nous devons donc prévoir des mesures d'urgence.

Personne ne peut prédire combien de travailleurs seront en grève demain. Parce que le capitalisme est en crise, nous vivons dans une profonde répression. Il faut donc se serrer les coudes et prévenir les coups bas. Le congrès spécial aura à se prononcer sur deux sujets très importants pour la survie du mouvement:

- Les moyens et actions à prendre avec la FTQ et la CEQ pour organiser la riposte.
- Prévoir une contribution automatique au fonds de défense, en cas de besoin.

L'agression par la perte du pouvoir d'achat

Voici quelques exemples montrant la perte réelle du pouvoir d'achat.

1- En dollars de 1961, le revenu hebdomadaire moyen dans toutes les industries canadiennes était de **\$103.50** à la fin de 1972, et il avait baissé à **\$100.50** à la fin de 1974.

2- En dollars de 1961, le revenu hebdomadaire moyen dans les industries manufacturières était de **\$106.50** à la fin de 1972, et il avait baissé à **\$102.50** à la fin de 1974.

3- En dollars de 1967, le revenu moyen des travailleurs syndiqués dans toutes les industries était de **\$111.30** à la fin de 1972, et il avait baissé à **\$110.30** à la fin de 1974.

4- En dollars de 1967, le revenu moyen des travailleurs syndiqués dans les industries manufacturières était de **\$108.70** à la fin de 1972, et il avait baissé à **\$106.50** à la fin de 1974.

Cité dans B. Goldman, J. Maxwell, WAGE DEVELOPMENTS IN CANADA: THE PRESSURE TO CATCH UP (C.D. Howe Research Institute, mars 1975)

Cette perte de pouvoir d'achat a été transférée dans les profits des entreprises, comme l'indiquent les chiffres ci-dessous:

	% d'augmentation des profits	Taux d'inflation annuel
1971	12.9%	2.8%
1972	21.1%	4.7%
1973	35.7%	7.6%
1974	28.4%	10.9%

Source: STATISTIQUE CANADA — comptes nationaux.

Une telle accumulation de capital a augmenté la capacité de production des entreprises, au point où elle a dépassé la capacité de consommation. Cela produit une récession étant donné qu'à court terme, les investissements sont moins payants parce que les gens n'ont plus d'argent pour acheter. Le capitalisme en profite pour éliminer les secteurs moins rentables, et il retarde les nouveaux investissements jusqu'à ce que les choses se tassent, en utilisant les gouvernements pour freiner les revendications.



CKRS
45 travailleurs. Fédération des communications. Jonquière. En grève du 20 janvier au 10 novembre 73 (297 jours). Reçu du fonds de grève: \$46,830.

Une grève pour la qualité de l'information et des salaires décents. Après 10 mois de grève, les salaires étaient plus élevés que dans la plupart des postes de radio montréalais.



Matelas suprême
85 travailleurs. Fédération du bâtiment et bois. A St-Narcisse. En grève du 8 janvier au 10 novembre 74 (307 jours). Reçu du fonds de grève: \$150,180.

Travailleurs au salaire minimum. Bataille contre le travail à bonus.



Canadian Gypsum
80 travailleurs. Fédération du papier. Joliette. En grève du 8 mai 73 au 10 février 75 (633 jours). 80 travailleurs. Fédération de la métallurgie. Montréal. En grève du 23 mars 73 au 7 mars 74 (349 jours). Reçu du fonds de grève: \$542,344.

Grèves d'usure contre une multinationale qui ne voulait rien savoir de la sécurité syndicale, entre autres.

Pour compléter le fonds de grève

DES COTISATIONS SPÉCIALES

Lors de la grève des travailleurs de Matelas suprême, plusieurs syndicats de la région de Shawinigan ont donné \$1.00 par semaine par membre. C'est le cas notamment des travailleurs de l'Alcan, de Domtar.

A Thetford, le syndicat des travailleurs de l'enseignement a voté dès le début de la grève une contribution équivalente à ½ de 1% de leur salaire.

Le syndicat des employés de magasin de Québec a déjà voté une cotisation spéciale de 25 cents par membre par semaine pour soutenir les employés de Holt Renfrew.

Bref, la solidarité prend aussi la forme d'une aide financière. On ne peut en minimiser l'impact. Quand cette forme d'appui est votée, c'est parce que les membres ont été sensibilisés à la lutte de leurs confrères, c'est parce qu'ils ont compris que la nécessaire solidarité ne se limite pas à une simple résolution d'appui.

DES FRONTS COMMUNS RÉGIONAUX

Joliette est un des exemples les plus éloquents de cette forme de solidarité.

En décembre 73, le Front Commun organise la solidarité. Le syndicat des Enseignants de Lanaudière fournit une contribution de \$8,000 pour que les grévistes de la région puissent célébrer Noël dans la joie.

De février 74 jusqu'au premier mai, plus de 10,000 travailleurs et étudiants de la région ont débrayé par rotation pour des périodes allant d'une heure à une journée complète afin d'appuyer les grévistes de la Gypsum. Certains membres de syndicats ont préféré verser une heure de salaire aux grévistes.

Cette idée de Front Commun régional est née des débrayages qui se sont effectués à la grandeur de la province lors de l'emprisonnement des trois chefs syndicaux.

Lutter contre l'agression c'est une nécessité absolue

Quand on constate que les travailleurs dans leur ensemble n'ont augmenté leur salaire réel que de 50 cents par semaine depuis 1961. (Voir page précédente)

Quand on constate que les travailleurs syndiqués n'ont augmenté leur salaire réel que de \$10.30 par semaine depuis 1967. (Voir page précédente)

Quand on réalise que les accidents de travail font perdre plus de jours que les grèves. (En 1973 au Québec, il y a eu 2,450,937 jours perdus par accidents, contre 1,507,225 jours perdus par les grèves)

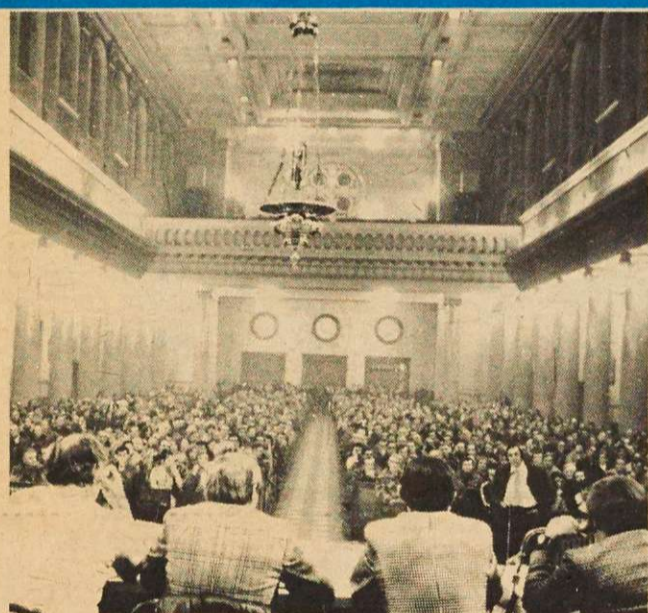
Quand on voit des travailleurs mourir d'insuffisance cardiaque parce qu'ils ont craché leurs poumons à l'ouvrage, quand on en voit s'empoisonner, se faire brûler vifs, devenir sourds, attraper le cancer.

Quand la vitesse et les ordres brisent le système nerveux.

Quand on perd en quelques années les avantages qu'on avait gagnés par une grève, ou que d'autres nous avaient fait gagner par leur grève.

Il faut bien se rendre à l'évidence: contre l'agression capitaliste permanente, seul le combat syndical permanent peut permettre aux travailleurs, collectivement, de garder la tête en dehors de l'eau.

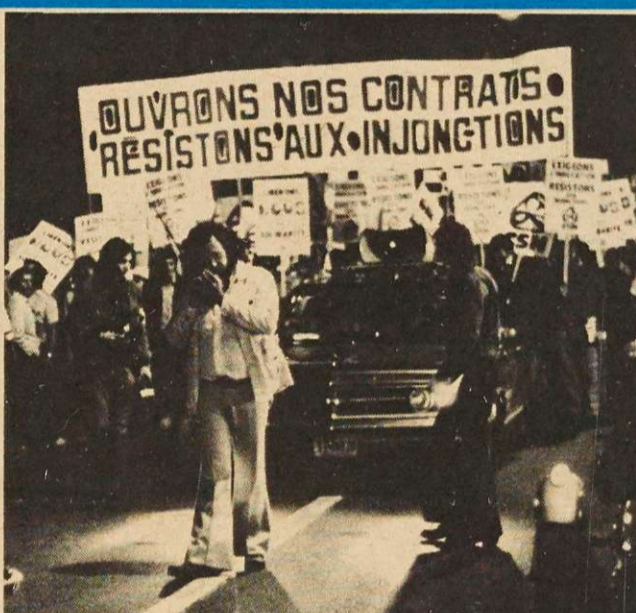
Et quand on constate les mille formes de la répression contre les travailleurs qui se révoltent: injonctions, matraquage, amendes, emprisonnement; il faut bien conclure que les gouvernements facilitent l'agression capitaliste, et qu'il faut combattre sur ce plan-là également. Ce combat coûte cher, mais l'agression ne nous laisse pas d'autre choix que de nous donner les moyens pour se battre.



Price

1,800 travailleurs. Fédération du papier. Saguenay. En grève du 11 août au 28 novembre 73 (109 jours). Reçu du fonds de grève: \$894,925.

Une grève pour défoncer le pattern établi par les unions internationales. Gains importants sur les horaires de travail.



CTCUM

1,500 travailleurs. Fédération services publics. Montréal. En grève du 7 août au 18 septembre 74 (42 jours). Reçu du fonds de grève: \$264,250.

Grève capitale dans la bataille pour l'indexation des salaires. Durant le conflit, le juge Jules Deschênes a refusé que les tribunaux soient utilisés par la CTCUM pour écraser les grévistes.



Front commun

110,000 travailleurs de la FAS, FESP, FNEQ et FPSQ. Partout. Printemps 72.

Le \$100 par semaine a été atteint. La formule d'indexation négociée a permis aux employés du secteur public de retirer \$835 millions supplémentaires pendant la durée de la convention.

DES FRONTS COMMUNS SECTORIELS

C'est le cas des syndicats des pâtes et papier. Il y eut tout d'abord un Front Commun des travailleurs de Price, à Jonquière, Alma et Kémogami.

Les 1,800 ouvriers de la compagnie Price se sont battus pendant 15 semaines avant de défoncer le "pattern" (modèle) Pendant la grève, ils ont sorti un journal (Papajak) qui continue d'être un lien entre tous les travailleurs de Price. Les autres syndicats de la fédération ont fait un effort particulier pour les soutenir en versant environ \$51,000. Finalement, après avoir obtenu des horaires de travail convenables, les travailleurs des pâtes et papiers se sont donnés une stratégie d'ensemble et sont allés chercher l'indexation. Les salariés des petites usines ont ensuite profité de la lutte des gars de la Price.

DES APPUIS AU PIQUETAGE

Pendant la grève de la CTCUM à Montréal, plus de 2,000 syndiqués provenant d'une soixantaine de syndicats sont venus prêter main forte aux grévistes. De 4 heure à 8 heure du matin, ils ont piqueté devant les garages de la CTCUM. Cette mobilisation autour de la lutte des employés d'entretien a été un succès. A la répression de Laurence Hanigan et cie, les travailleurs ont répondu par la solidarité. De plus, des grévistes ont fait le tour des assemblées syndicales pour expliquer leurs revendications à tous les travailleurs syndiqués.

CAMPAGNES PROVINCIALES

Les grévistes de l'amiante font présentement appel à toute la population du Québec afin de ramasser des vivres et des fonds. De plus, ils entreprennent une longue marche Thetford-Parlement de Québec. Au cours de cette marche de plusieurs jours, ils seront accueillis par des syndiqués qui leur fourniront nourriture et logement. Cette nouvelle forme de solidarité remporte déjà un vif succès.

DES CAMPAGNES DE BOYCOTTAGE

Comme le code postal, les poulets Flamingo et Legrade, les magasins Woolworth et People's, les pneus Uniroyal, les raisins de la Californie. Ces campagnes de boycottage n'ont de succès que si elles obtiennent l'appui d'une grande partie de la population. Elles s'appuient sur du piquetage symbolique à différents endroits à la fois, sur la population locale, sur le bouche à oreille, etc...

EN 3 ANS

174,788

membres de la CSN ont fait la grève.

Le fonds de grève leur a versé

\$11,616,785

(\$9,337,891 en secours et \$2,278,894 en amendes, publicité, frais judiciaires, secours de congédiement, etc.)

